



**UNION INTERNATIONALE DE LA PRESSE FRANCOPHONE**

Par Regine.lefevre7@hotmail.fr

## *Revue de presse*

No 507 en date du 05.11.2019

Dans le cadre des 88 pays et états appartenant à la Francophonie institutionnelle  
<https://www.francophonie.org/sites/default/files/2019-09/Statut%20et%20adhesion.pdf>

et des pays et états non adhérents à la Francophonie institutionnelle (Algérie, Azerbaïdjan et Vallée d'Aoste) dans lesquels se situent des sections de l'Union de presse francophone

Toutes les informations et tous les communiqués en provenance des sections de l'UPF sont gérés par UPF internationale  
Seules les informations concernant ces sections, faisant l'objet d'une publication dans la presse, sont reprises dans la revue

### **SOMMAIRE**

**1 – ASSASSINATS DE JOURNALISTES – « L'Unesco dénonce l'impunité des responsables d'assassinats de journalistes »**

**2 – JOURNALISTE AU QUEBEC – « La Fédération professionnelle des journalistes du Québec décerne le Prix Judith-Jasmin à Michèle Ouimet »**

**3 – JOURNALISTE A DJIBOUTI – « Un journaliste arrêté après avoir été passé à tabac par la police »**

**4 – JOURNALISTES EN UKRAINE – « la justice tente de contraindre des journalistes à révéler leurs sources »**

**5 – TWITTER – « Twitter n'acceptera plus de publicités à caractère politique dans le monde entier »**

**6 – JOURNALISTE A L'ILE MAURICE – « Le journaliste Murvind Beetun crie au complot »**

**7 – RADIO EN ALGERIE – « Face à la pression des journalistes, la directrice de la Radio algérienne remerciée »**

**8 – UNION DE PRESSE FRANCOPHONE - « Prévus du 18 au 22 novembre, la grand'messe des journalistes de l'organisation francophone permettra d'analyser les nouveaux ressorts de la profession »**

**9 – FEDERATION INTERNATIONALE DES JOURNALISTES – « La FIJ lance une campagne de trois semaines contre l'impunité »**

## **1 – ASSASSINATS DE JOURNALISTES – « L'Unesco dénonce l'impunité des responsables d'assassinats de journalistes »**

[https://www.rtbf.be/info/medias/detail\\_l-unesco-denonce-l-impunite-des-responsables-d-assassinats-de-journalistes?id=10355580](https://www.rtbf.be/info/medias/detail_l-unesco-denonce-l-impunite-des-responsables-d-assassinats-de-journalistes?id=10355580)

Jeudi 31 octobre 2019

### **Près de 90% des responsables d'assassinats de journalistes recensés entre 2006 et 2018 dans le monde "n'ont pas été châtiés", dénonce l'Unesco.**

Selon un rapport de l'organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, dénonçant cette impunité, 1.109 journalistes ont été assassinés au cours de cette période.

En outre, ces crimes ont bondi de 18% entre 2014 et 2018 par rapport aux cinq années précédentes, résume le communiqué.

*"La région des États arabes a été la plus meurtrière pour la presse (30% des assassinats dans le monde), suivie par l'Amérique latine et les Caraïbes (26%) et l'Asie-Pacifique (24%)", est-il précisé.*

Le rapport est publié dans le cadre de la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes, samedi.

*"Cette année, le 2 novembre, la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes sera centrée sur les journalistes locaux. Avec la campagne #KeepTruthAlive, il s'agira de remettre en cause l'idée que les assassinats ne se produisent que bien loin de l'œil du public, et visent principalement les correspondants étrangers en zone de guerre", souligne la directrice générale de l'Unesco Audrey Azoulay dans un message pour cette journée. "Lumière sera faite sur les journalistes locaux travaillant sur les questions de corruption et de politique en dehors des situations de conflit, qui ont représenté 93 % des décès de journalistes de ces dix dernières années", ajoute-t-elle.*

Séminaires au Mexique et en Ouganda, exposition de dessins de presse au siège de l'ONU à New York, qui rend hommage à la mémoire des journalistes français Ghislaine Dupont et Claude Verlon assassinés au Mali le 2 novembre 2013 : des commémorations ou événements sont prévus dans une vingtaine de pays à cette occasion.

Consulter la carte #KeepTruthAlive qui localise les lieux où des journalistes sont tombés depuis 1993 et dont le meurtre a été répertorié et condamné par l'UNESCO.

## 2 – JOURNALISTE AU QUÉBEC – « La Fédération professionnelle des journalistes du Québec décerne le Prix Judith-Jasmin à Michèle Ouimet »

<https://www.finanzen.ch/nachrichten/aktien/la-fédération-professionnelle-des-journalistes-du-québec-décerne-le-prix-judith-jasmin-à-michèle-ouimet-1028649671>

Jeudi 31 octobre 2019



**Michèle Ouimet se voit décerner le très prestigieux Prix Judith-Jasmin Hommage 2019. Ce prix, qui souligne la carrière d'un ou d'une journaliste chevronnée, sera remis lors du congrès annuel à Saint-Sauveur, le samedi 16 novembre à 17 h 45.**

*« Le jury accorde ce prix à une journaliste qui s'est démarquée tout au long de sa carrière par des reportages d'une grande qualité. Elle a parcouru le monde à la recherche d'informations dans des milieux hostiles. Femme énergique et audacieuse, rien ne l'arrêtait pas même un seigneur de guerre afghan, un taliban, des miliciens en guerre contre le régime syrien, ou d'autres. Tous ont pu mesurer la volonté de cette journaliste de La Presse de chercher à comprendre et nous faire partager les enjeux des conflits et des guerres. Elle a su écrire ses reportages avec empathie, sans concession, et ce, dans les pires conditions. Le jury veut saluer la carrière de cette journaliste qui demeure un modèle pour tous et toutes. »*

A déclaré le jury du Prix Hommage, composé d'ancien.e.s président.e.s de la FPJQ.

Reconnue par tout le milieu pour son courage et son humilité, l'ancienne journaliste au quotidien La Presse a remporté plusieurs prix au cours de sa carrière qui aura duré près de 30 ans.

La FPJQ félicite Michèle Ouimet, récipiendaire du prix Judith-Jasmin 2019 et se réjouit du choix du jury.

### **3 – JOURNALISTE A DJIBOUTI – « Un journaliste arrêté après avoir été passé à tabac par la police »**

<https://rsf.org/fr/actualites/djibouti-un-journaliste-arrete-apres-avoir-ete-passe-tabac-par-la-police>

Jeudi 31 octobre 2019

Par RSF

**Reporters sans frontières (RSF) dénonce avec la plus grande fermeté les méthodes de la police djiboutienne qui a arrêté pour la deuxième fois en une semaine un journaliste déjà interpellé et violemment agressé pendant deux jours. RSF demande aux autorités de libérer ce reporter sans délai et de diligenter une enquête rapide pour identifier et sanctionner les auteurs des violences qu’il a subies.**

**Osman Yonis Borogeh** pensait que le pire était derrière lui. Joint par RSF mercredi matin, le journaliste avait raconté ses deux journées de calvaire aux mains d’éléments de la police djiboutienne entre le mercredi 23 octobre et sa libération intervenue dans la nuit du vendredi au samedi 26 octobre. Mais le correspondant de *La Voix de Djibouti*, a de nouveau été arrêté hier soir, a appris RSF auprès de son avocat.

Le reporter avait raconté avoir été “roué de coups par plusieurs hommes en tenue civile” lors de son interpellation la semaine dernière. Transporté les yeux bandés dans un lieu isolé, il avait finalement été interrogé par un lieutenant de police qu’il connaissait. Il affirme avoir été successivement battu, attaché à un tronc d’arbre, déshabillé et filmé tout nu.

Le journaliste dit avoir été interrogé sur l’identité des autres correspondants de *La Voix de Djibouti*, seul média indépendant du pays géré depuis une rédaction en exil. Alors qu’il enquêtait depuis plusieurs jours sur des viols présumés de jeunes femmes éthiopiennes par la police, ses geôliers ont également tenté d’identifier qui travaillait avec lui sur cette enquête. Des questions lui ont aussi été posées sur ses liens avec le MRD, le principal parti d’opposition à Djibouti dont il est par ailleurs un militant. Les éléments de la police l’ont finalement menacé de diffuser la vidéo dans laquelle il apparaît nu pendant sa séquestration s’il décidait de poursuivre ses activités de journalistes.

*“Arrestation en dehors de toute procédure légale, torture, humiliation, tentatives d’extorsion d’information, le témoignage glaçant de ce journaliste obtenu juste avant sa nouvelle arrestation vient rappeler l’extrême vulnérabilité de celles et ceux qui tentent de produire des informations de manière indépendante à Djibouti, estime Arnaud Froger, responsable du bureau Afrique de RSF. Ce journaliste doit être immédiatement libéré et nous tenons les autorités pour responsables de son sort. La gravité des faits décrits impose également une enquête sérieuse rapide afin d’en identifier précisément les auteurs et de les sanctionner”.*

Djibouti est dirigée d’une main de fer par Ismaïl Omar Guelleh depuis 20 ans. Aucun média indépendant n’y est installé. Les six chaînes de télévision publiques, la radiotélévision et le quotidien *La Nation* sont contraints de relayer la propagande du régime. Arrestations, agressions, harcèlement judiciaire, l’arsenal déployé contre la liberté d’informer est l’un des plus importants au monde.

Le pays occupe la 173e position sur 180 au Classement mondial de la liberté de la presse établi par RSF en 2019.

#### 4 – JOURNALISTES EN UKRAINE – « la justice tente de contraindre des journalistes à révéler leurs sources »

<https://rsf.org/fr/actualites/ukraine-la-justice-tente-de-contraindre-des-journalistes-reveler-leurs-sources>

Jeudi 31 octobre 2019

Par RSF

**Condition indispensable au journalisme d’investigation, le secret des sources est en danger en Ukraine. Reporters sans frontières (RSF) s’inquiète d’une décision de justice obligeant les journalistes de l’émission “Skhemy” à fournir tous les documents relatifs à l’une de leurs enquêtes les plus retentissantes. Le jugement doit être examiné en appel le 5 novembre.**

Leurs révélations sur les dépenses astronomiques aux Maldives de Petro Porochenko, alors président de l’Ukraine, avaient provoqué un énorme scandale en janvier 2018.

Aujourd’hui, Mikhaïl Tkatch, Natalia Sedletska et les journalistes d’investigation de l’émission “Skhemy” du média américain *Radio Free Europe / Radio Liberty (RFE/RL)* doivent se battre pour protéger leurs sources. Leur cas pourrait être examiné en appel le 5 novembre 2019.

C’est du moins ce qu’ils espèrent, car aucun recours n’est théoriquement possible, selon la décision de justice rendue le 17 octobre. Celle-ci contraint le collectif spécialisé dans les sujets de corruption à fournir à la police tous les documents relatifs à l’enquête dans un délai d’un mois. Les journalistes, qui refusent de s’y soumettre, risquent de subir une perquisition.

*“L’ingérence de la justice dans le travail des journalistes bafoue la protection des sources, pourtant garantie par le droit ukrainien et européen, dénonce le bureau Europe de l’Est et Asie centrale de RSF. Cet épisode s’avère d’autant plus inquiétant qu’il semble pérenniser des pratiques apparues au cours de la récente campagne électorale. Nous appelons la justice ukrainienne à réexaminer cette décision. Nous demandons aussi aux nouvelles autorités de restreindre précisément dans la loi les exceptions admissibles au secret des sources journalistiques.”*

Outre le risque de violation du secret des sources, La rédaction de “Skhemy” estime que le détail des données à fournir - jusqu’à l’emploi du temps et aux salaires des collaborateurs des journalistes - est excessif.

Le jugement visant les journalistes a été pris dans le cadre d’une enquête pénale sur le voyage de l’ex-président “avec usage délibéré de faux documents”. Intitulée “Mr Petro Incognito”, l’émission visée raconte les vacances secrètes de Petro Porochenko aux Maldives du 1er au 8 janvier 2018, qui auraient coûté pas moins de 500 000 dollars. Cet excès avait provoqué une vague d’indignation dans le pays, l’un des plus pauvres et des plus corrompus d’Europe. Le président et ses invités auraient franchi la frontière sous de fausses identités selon les journalistes, une allégation rejetée par l’ancien président.

Ce n’est pas la première fois que “Skhemy”, également diffusée sur la chaîne publique *UA:Pershyi*, est la cible d’une telle procédure. Le parquet général ukrainien avait été autorisé à accéder aux données téléphoniques de sa célèbre rédactrice en chef, Natalia Sedletska, en septembre 2018.

L’Ukraine occupe aujourd’hui la 102e place sur 180 pays au Classement mondial de la liberté de la presse.

## 5 – TWITTER – « Twitter n'acceptera plus de publicités à caractère politique dans le monde entier »

[https://www.rtbf.be/info/medias/detail\\_twitter-n-acceptera-plus-de-publicites-a-caractere-politique-dans-le-monde-entier?id=10354830](https://www.rtbf.be/info/medias/detail_twitter-n-acceptera-plus-de-publicites-a-caractere-politique-dans-le-monde-entier?id=10354830)

Jeudi 31 octobre 2019

### **Twitter n'acceptera plus aucune publicité à caractère politique, a annoncé jeudi Jack Dorsey, le co-fondateur du réseau social.**

*"Nous avons pris la décision de mettre fin à toute publicité politique sur Twitter dans le monde entier. Nous pensons que la portée d'un message politique doit se mériter pas s'acheter", a tweeté Jack Dorsey avant une longue série de micro-messages détaillant sa décision.*

Il explique notamment qu'un message politique gagne en audience grâce à des abonnements à un compte ou des retweets. *"Payer pour avoir de l'audience supprime ce choix et impose aux gens des messages politiques parfaitement optimisés et ciblés", estime M. Dorsey, ajoutant: "Nous estimons que cette décision ne doit pas être polluée par l'argent".*

Ce choix contraste fortement avec celui de Facebook. Mark Zuckerberg a récemment défendu les messages politiques sur son réseau, y compris s'ils comportaient des mensonges ou des contre-vérités, au nom de la liberté d'expression.

Jack Dorsey répond d'ailleurs directement à son alter-ego qui dirige le premier réseau social du monde et qui avait récemment exposé ses vues sur les publicités politiques lors d'un long discours consacré plus largement à la liberté d'expression, devant l'université de Georgetown à Washington.

*"Pour nous ce n'est pas crédible de dire: +nous travaillons dur pour empêcher les gens de contourner les règles de nos systèmes pour diffuser des informations fausses mais si quelqu'un nous paye pour viser et forcer les gens à voir leur publicité politique...alors ils peuvent dire ce qu'ils veulent+ !", lance Jack Dorsey.*

Twitter, comme Facebook ou Google, tire l'essentiel de ses revenus de la publicité, souvent ciblée de manière ultra-fine grâce aux vastes données collectées à chaque fois que les usagers se servent des réseaux.

## **6 – JOURNALISTE A L'ILE MAURICE – « Le journaliste Murvind Beetun crie au complot »**

**<https://fr.allafrica.com/stories/201910310596.html>**

Jeudi 31 octobre 2019

**Il craint pour sa sécurité ou des représailles contre sa personne. Raison pour laquelle Mervind Beetun, journaliste à Top FM, a déposé un affidavit en Cour suprême par le biais de son avoué, Me Pazhany Rangasamy, hier, mercredi 30 octobre. Cela, afin de dénoncer un complot et des actes d'intimidation contre sa personne.**

Murvind Beetun raconte avoir reçu un appel de la part d'un ami, le 26 octobre, lui indiquant qu'il devait le voir d'urgence. L'ami en question se serait ensuite rendu au bureau du journaliste, au Peninsula Building, à Port-Louis, pour l'informer qu'il se retrouverait dans de beaux draps dans les semaines à venir.

Le journaliste devait ainsi apprendre qu'il ferait l'objet de cas de diffamation de plusieurs millions de roupies, qui seront déposés contre lui.

Pour éviter cela, selon l'ami, Murvind Beetun devait rencontrer quelqu'un proche d'un parti politique. «Mon ami m'a proposé d'accepter leurs conditions. Parmi lesquelles, je pourrais être employé par la télévision nationale ou dans une autre radio ou je peux même proposer mes propres conditions.

Cet ami m'a même dit qu'au cas où le gouvernement sortant ne serait pas réélu, je pourrais décrocher un autre emploi à l'étranger», raconte Murvind Beetun.

Toujours selon ses dires, il a accepté de rencontrer la personne en question, à son domicile, à Floréal.

Lors de cette rencontre, ils auraient communiqué via l'appli Notepad, sans échanges verbaux. Poursuivant, Murvind Beetun affirme avoir été prévenu que comparé à ce qui l'attendait, la chute de BAI n'était rien et qu'il ferait face à des procès en diffamation criminelle. «Il m'a demandé de rencontrer quelqu'un de très haut placé.»

Le journaliste dit avoir compris que sa vie est en danger étant donné que ces personnes donnaient l'impression de croire qu'il serait derrière l'investigation portant sur l'affaire connue comme Sherrygate.

## **7 – RADIO EN ALGERIE – « Face à la pression des journalistes, la directrice de la Radio algérienne remerciée »**

<https://www.observalgerie.com/actualite-algerie/nacera-cherid-directrice-radio-nationale-nacera-cherid/>

Mardi 29 octobre 2019



**Nacera Cherid a été remerciée et remplacée par Djamel Senhadri. Cette ancienne journaliste occupait ce poste de directrice de la radio nationale depuis le 11 avril 2019. Elle était la première femme directrice générale à la Radio nationale.**

Ainsi, Nacera Cherid n'est désormais plus directrice de la radio nationale. Elle a été remplacée par Djamel Senhadri, qui occupait le poste de directeur de la production à la Chaîne 3 de la Radio nationale. La directrice n'aura tenu que 7 mois à la tête de cet organisme. A-t-elle été limogée à cause de la pression exercée par le Collectif des journalistes de la radio ?

### **Nacera Cherid a-t-elle cédé face à la pression de ses journalistes ?**

En effet, le collectif des journalistes de la radio avait menacé de recourir à une grève illimitée pour protester contre la censure. Notamment, de la couverture des marches du Hirak. Le collectif avait écrit : « notre radio n'est la chasse gardée d'aucun pouvoir, mais au service public exclusif ». Il semblerait que l'ex-chef de cabinet au ministère de la Communication n'a pas su gérer les affaires internes de la radio nationale et les hostilités des journalistes.

Pour rappel, Nacera Cherid a remplacé Chabane Lounakel, qui a été démis de ses fonctions dans le sillage du mouvement de contestation enclenché par les travailleurs de la Radio nationale. En effet, en avril 2019, les travailleurs de la Radio nationale réclamaient le respect de leur liberté éditoriale et la fin de l'ère de la censure. Il faut croire que ce même scénario s'est répété avec Nacera Cherid.



**8 – UNION DE PRESSE FRANCOPHONE - « Prévus du 18 au 22 novembre, la grand'messe des journalistes de l'organisation francophone permettra d'analyser les nouveaux ressorts de la profession »**

<https://fr.allafrica.com/stories/201910290646.html>

Mardi 29 octobre 2019

**Prévus du 18 au 22 novembre, la grand'messe des journalistes de l'organisation francophone permettra d'analyser les nouveaux ressorts de la profession.**

Les 48e assises de la presse francophone vont se tenir à Yaoundé du 18 au 22 novembre 2019. La capitale camerounaise va abriter pendant cinq jours cette manifestation organisée par l'Union de la presse francophone (UPF). A moins d'un mois de l'événement, la branche camerounaise de l'organisation intensifie les préparatifs de la rencontre internationale qui va accueillir environ 400 participants, dont 250 étrangers et plus de 100 Camerounais.

Pour cette édition, le thème porte sur « Journalisme d'émotion, journalisme d'information ? ». A en croire Aimé Robert Bihina, président de l'UPF-Cameroun, cette réflexion part du constat selon lequel avec la fragmentation des audiences et l'avènement des réseaux sociaux, les journalistes semblent plus friands de sensationnel. Ce qui pose un problème aux fondamentaux du métier.

Cette rencontre internationale vise donc à recentrer le débat au regard de ces évolutions. Plusieurs tables rondes et ateliers vont meubler ces assises. De nombreuses thématiques seront abordées.

L'émotion dans les médias, frein ou atout pour l'information ? Couverture des grands mouvements populaires, objectivité de l'information et subjectivité de l'émotion Journalisme d'investigation : du droit absolu à l'information. Pour ce faire, des professionnels et des enseignants de journalisme venus d'une vingtaine de pays vont entretenir les participants. A ce jour, les préparatifs se peaufinent côté Cameroun.

« Les inscriptions sont closes mais la couverture par l'ensemble des médias reste ouverte. De même, le directeur général de la Crtv nous a donné son accord ferme pour une retransmission en direct des cérémonies d'ouverture et de clôture des assises sur Crtv News.

Les ateliers quant à eux seront retransmis en direct sur les antennes de FM 94 Yaoundé », assure Aimé Robert Bihina.

Des activités sportives et culturelles sont également au menu de cette rencontre internationale dont la supervision générale est assurée par le ministre de la Communication, René Emmanuel Sadi.

**9 – FEDERATION INTERNATIONALE DES JOURNALISTES – « La FIJ lance une campagne de trois semaines contre l'impunité »**  
<https://fr.allafrica.com/stories/201910310782.html>

Jeudi 31 octobre 2019

***La campagne débutera le 2 novembre, à l'occasion de la Journée internationale pour mettre fin à l'impunité des crimes contre les journalistes, et se poursuivra jusqu'au 23 novembre, date anniversaire du massacre d'Ampatuan aux Philippines, au cours duquel au moins 32 professionnels des médias ont été tués.***

La Fédération a enregistré 1064 meurtres de professionnels des médias au cours des 10 dernières années. Pourtant, seul un meurtre sur dix est puni. Selon l'UNESCO, 93 % des victimes sont des journalistes locaux.

"L'impunité se produit lorsque ceux qui placent une bombe sous la voiture d'un journaliste restent assis dans les institutions d'un État ou dans les conseils d'administration des grandes entreprises ", explique la Fédération.

La campagne de la FIJ se concentrera sur 5 pays - la Palestine, le Pérou, les Philippines, la Somalie et l'Ukraine - des pays où le niveau d'impunité pour abus, emprisonnements, agressions et assassinats de journalistes a été élevé, compte tenu des niveaux de violence contre les journalistes dans les pays respectifs et de l'échec systématique des autorités à combattre l'impunité.

En Palestine , la situation est particulièrement tendue pour les journalistes, les professionnels des médias étant la cible des autorités israéliennes. Dans la bande de Gaza, les journalistes, ainsi que les citoyens, paient le prix des affrontements dans une région où le contexte politique est extrêmement sensible. Au cours de la dernière décennie, 31 journalistes ont été tués dans les Territoires palestiniens occupés, dont 3 étrangers, rapporte le Syndicat des journalistes palestiniens (PJS). Parmi eux, 28 ont été tués par les forces israéliennes, 2 par des hommes armés à Gaza et 1 par la Brigade des martyrs d'Al-Aqsa. Aucun des assassins de ces 31 meurtres n'a été puni.

L'Association nationale des journalistes péruviens (ANP) a enregistré un total de 64 journalistes assassinés depuis 1980, dont 61 ne sont pas résolus. Le taux d'impunité pour les crimes contre les journalistes dans le pays est de 98%. Bien qu'il y ait eu des procès au cours desquels des tueurs ont parfois été jugés, la plupart d'entre eux étaient des tueurs à gages et les commanditaires des crimes n'ont pratiquement jamais été identifiés ni punis.

Aux Philippines, le Syndicat national des journalistes (NUJP) a enregistré 186 assassinats depuis 1986, dont 17 seulement ont été résolus. Alors que l'assassinat de 32 journalistes à Maguidanao est considéré comme le meurtre le plus massif de professionnels des médias et un cas emblématique d'impunité, l'attitude de l'administration Duterte envers la presse, et ses cas de harcèlements et d'abus constants de professionnels des médias perpétue la conviction que les auteurs de harcèlement échappent à la justice.

En Somalie , 55 journalistes ont été tués depuis 2010, dont 8 étrangers, et seulement 4 assassins ont été punis. Le groupe terroriste islamiste Al-Shabab est tenu responsable de nombreux attentats, assassinats et enlèvements depuis sa création, notamment de journalistes et de professionnels des médias. Le climat de peur qui entoure les professionnels des médias a un effet paralysant sur la liberté d'expression et la lutte plus large pour dénoncer les violations des droits humains en Somalie, selon l'Union nationale des journalistes somaliens (NUSOJ).

L'Ukraine est un pays dangereux pour les journalistes, en particulier dans la ville et la région de Kiev. Seize journalistes ont été tués depuis 1995, dont 7 étrangers. La propriété des médias est entre les mains d'oligarques, ce qui rend le travail des journalistes compliqué et difficile. L'Union nationale des journalistes d'Ukraine (NUJU) dénonce le fait que les cas de harcèlement de journalistes lors des manifestations d'Euromaiden de 2013-14 n'ont jamais été traités. Lors de la dernière élection présidentielle, des journalistes ont été attaqués, menacés et soumis à une surveillance injustifiée. Enfin, personne n'a encore été puni pour le meurtre de Georgiy Gongadze dont le corps a été retrouvé en novembre 2000, décapité et couvert d'acide.

Le président la FIJ, Youness Mjahed, a déclaré : "Parler d'impunité pour les crimes contre les journalistes, c'est parler d'injustice, de silence et de complicité institutionnelle avec les assassins. Aujourd'hui, nous appelons tous nos affiliés à travers le monde à se joindre à notre campagne mondiale pour exprimer leur ferme rejet du niveau d'impunité qui laisse les familles de nombreuses victimes impuissantes et de nombreux collègues effrayés de dire la vérité. La lutte contre l'impunité des crimes contre les journalistes est une nécessité pour nous tous, au-delà du cercle des médias. Il n'y a pas de presse libre si ceux qui ordonnent ou commettent des assassinats restent en sécurité, forçant les médias à cacher la vérité et terrorisant celles et ceux qui prennent le risque de la révéler."

